DECRET N° 2004-604 DU 29 OCTOBRE 2004

Portant transmission à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification de l'Accord de Facilité de Garantie relatif au projet de Développement du Marché Financier de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la proclamation le 03 avril 2001 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 mars 2001 ;
- Vu** le décret n° 2003-209 du 12 juin 2003 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2004-094 du 24 février 2004 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine ;
- Vu** l'Accord de Facilité de garantie relatif au Projet de Développement du Marché Financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, signé le 24 avril 2004 entre les Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine et l'Association Internationale de Développement ;
- Sur** Proposition conjointe du Ministre des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine et du Ministre des Finances et de l'Economie ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 20 octobre 2004 ;

DECRETE :

L'Accord de Facilité de Garantie relatif au projet de Développement du Marché Financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, signé à Washington D.C., le 24 avril 2004, dont le texte se trouve ci-joint en annexe, sera présenté à l'Assemblée nationale aux fins d'autorisation de ratification par le Ministre des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine et le Ministre des Finances et de l'Economie qui sont chargés individuellement ou conjointement d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

EXPOSE DES MOTIFS

L'Accord de Facilité de Garantie relatif au projet de Développement du Marché Financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine est un instrument financier pour le développement des pays membres.

1° - Genèse du dossier

En raison de l'augmentation progressive de ses activités, dont les niveaux se sont sensiblement accrus depuis 1995, en rapport avec les besoins de développement des Etats membres, il est devenu indispensable pour la BOAD de renforcer ses moyens institutionnels et financiers afin de poursuivre harmonieusement sa croissance, diversifier et relever le niveau de son action au bénéfice des économies de la sous-région.

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunie à Lomé en décembre 1999, a demandé que soient menées des réflexions devant permettre le renforcement institutionnel et financier de la BOAD.

En vue de la mise en œuvre des directives des Chefs d'Etat, le Conseil des Ministres de l'UEMOA a mis en place un Comité ministériel de pilotage composé d'Institutions de l'Union ainsi que de représentants d'actionnaires non régionaux. Sur recommandation de ce Comité, le Conseil des Ministres de l'UEMOA a demandé, entre autres, à la BOAD d'entreprendre la recherche de mobilisation de ressources, notamment concessionnelles auprès des partenaires au développement, en particulier de la Banque Mondiale.

Les discussions engagées avec la Banque Mondiale pour compléter les ressources issues des augmentations successives du capital de la BOAD en 1995 et 1998, ont abouti en octobre 2001 à la décision de préparer un projet de renforcement institutionnel et financier de la BOAD.

Les échanges qui ont eu lieu dans le cadre de l'instruction de ce projet ont finalement impliqué l'ensemble des Institutions de l'Union (notamment de la BCEAO, la Commission de l'UEMOA, et le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers) et conduit ainsi à la définition en avril 2003 du projet de développement du marché financier de l'UEMOA.

Une mission d'évaluation du projet par la Banque Mondiale s'est déroulée au siège de la BOAD à Lomé du 28 avril au 10 mai 2003. Les conclusions de cette mission d'évaluation ont été partagées le 09 mai 2003 avec les représentants de la BCEAO, du Conseil Régional et de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM). La mission d'évaluation de la Banque Mondiale a également tenu une séance de travail avec le Président de la Commission de l'UEMOA, le 09 mai 2003 à Lomé.

L'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), invitée par le Groupe de la Banque Mondiale, a accepté de s'associer à l'évaluation du projet en vue de préparer son éventuelle contribution à son financement. De même, l'Agence Française de Développement (AFD), sollicitée par la BOAD, a également annoncé, en août 2003, son intention de contribuer au projet.

Suite à cette mission d'évaluation, le Conseil des Ministres de l'UEMOA, lors de sa Session extraordinaire du 14 octobre 2003 à Lomé a :

- approuvé le projet dans ses objectifs, composantes, organisation et gestion ;
- autorisé les Organes et Institutions de l'Union concernés par le projet à procéder aux négociations avec la Banque Mondiale et à signer les Accords et Conventions y relatifs ; et
- donné mandat à la Commission de l'UEMOA pour représenter les Etats membres aux négociations avec la Banque Mondiale.

Sur la base des orientations données par le Conseil des Ministres de l'UEMOA, une délégation de l'Union conduite par le Président de la BOAD et comprenant le Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) ainsi que le Commissaire chargé des politiques Economiques à la Commission de l'UEMOA, a procédé aux négociations du projet avec la Banque Mondiale, du 1^{er} au 5 décembre 2003, à Washington.

Après ces négociations et la satisfaction des conditions préalables à la présentation du dossier à leurs organes de décision, les Conseils d'Administration de l'Association Internationale de Développement (IDA) et de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) ont approuvé le 26 février 2004, l'octroi d'une ligne de crédit de Développement à la BOAD et d'une Facilité de Garantie en faveur du projet.

La signature de l'accord de Crédit de Développement et de l'Accord de Facilité de Garantie est intervenue le 24 avril 2004 à Washington, en marge des réunions de printemps des institutions de Bretton Woods.

Le Conseil de Surveillance de l'Agence Française de Développement a, de son côté, approuvé le 18 décembre 2003 son financement au titre de la Facilité de Garantie et, le 27 avril 2004, une subvention d'un montant de 5 millions d'Euros au Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) pour concourir au financement du Projet.

Le projet se trouve actuellement dans sa phase de mise en œuvre.

2° -Présentation du projet de développement du Marché Financier

Le projet approuvé par le Conseil des Ministres de l'Union, vise principalement à renforcer les capacités d'intervention de la BOAD. Cofinancé par l'Association Internationale de Développement (IDA), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA), l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), il vise à soutenir les efforts d'intégration économique des pays de l'UEMOA à travers la réalisation des trois principaux objectifs suivants :

1- contribuer au développement du marché financier régional par la réalisation du Plan d'action pour la relance du marché financier régional de l'UEMOA, approuvé en décembre 2002 par le Conseil des Ministres de l'UEMOA et par le renforcement de la capacité institutionnelle des acteurs-clés dudit marché (Conseil régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers, Bourse Régionale des Valeurs Mobilières et autres intervenants commerciaux, etc.) ;

2 – renforcer les moyens d'intervention de la BOAD en faveur des Etats, en mettant en place, au profit de la Banque, une ligne de crédit de l'IDA. Cette ligne de crédit permettra à la BOAD d'accroître sa contribution à la réalisation du Programme d'actions communautaires des infrastructures des transports routiers, décidé par le Conseil des Ministres de l'UEMOA ;

3 – promouvoir les investissements privés dans les pays membres de l'Union, grâce à la vulgarisation de nouveaux produits de garantie de risques politiques et commerciaux, en partenariat avec l'IDA, la MIGA et l'AFD.

Pour ce faire, le projet comporte trois volets essentiels :

- une assistance technique et un soutien institutionnel aux acteurs clés sur le marché financier régional ;
- une ligne de crédit disponible au gouvernement pour financer les projets d'infrastructures qui contribuent à l'intégration régionale ;
- une facilité de garantie supportée par l'IDA, la MIGA et l'AFD pour soutenir les investissements des infrastructures par l'atténuation des risques politiques et commerciaux.

Le troisième volet du projet fait l'objet d'un Accord de facilité de garantie signé entre les Etats de l'Union et les institutions susvisées participant à son cofinancement.

3° - L'Accord de Facilité de Garantie

La Facilité de Garantie est donc une des composantes du projet de développement du marché financier de l'UEMOA. Elle est assurée par l'IDA, la MIGA et l'AFD qui offriront une ligne de garantie de soixante dix millions (70.000.000) de dollars US chacun pour un montant global de deux cent dix millions (210.000.000) de dollars US au profit des Etats membres de l'UEMOA. Elle offre les produits suivants :

- la Garantie Partielle de Risques (IDA et AFD) ;
- la Garantie de Risques Politiques (MIGA) ;
- la Garantie Globale de Risques (AFD).

Ces garanties sont fournies de façon complémentaire et à titre individuel par chaque garant.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Facilité de Garantie, la BOAD joue le rôle d'Agence d'exécution en identifiant les projets susceptibles de bénéficier de la garantie, en vérifiant la conformité des projets avec les programmes des Garants, en aidant au suivi et à l'administration des projets

financés, et en assistant l'IDA, la MIGA et l'AFD dans l'instruction des demandes préliminaires.

En ce qui concerne la Garantie Partielle de Risques (GPR), les risques couverts portent sur le non respect par l'Etat d'une obligation qui entraîne un défaut du service de la dette. Les caractéristiques essentielles de la GPR se présentent comme suit :

- l'investissement doit relever du secteur des infrastructures, sauf accord contraire du garant ;
- l'investissement doit être compatible avec le DSRP ;
- la réquisition d'une contre-garantie de l'Etat, ce qui démontrera son engagement à honorer ses obligations contractuelles et apportera un confort supplémentaire aux investisseurs ;
- la durée minimale du prêt garanti est de sept (07) ans ;
- le coût total de l'investissement est au maximum de cinquante millions (50.000.000) de dollars US, sauf accord contraire.

Les caractéristiques essentielles de la Garantie de Risques Politiques sont les mêmes que celles de la Garantie Partielle de risques en dehors de la contre-garantie de l'Etat.

4° - Intérêt du Bénin à ratifier l'Accord

La ratification par la République du Bénin de l'Accord de Facilité de Garantie relatif au projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA permettra à notre pays de bénéficier, à l'instar des autres Etats de l'Union, de :

- l'accroissement des sources possibles de financement des projets d'infrastructures ;
- l'amélioration des conditions de financement ;
- l'atténuation de la perception du risque politique dans la zone de l'UEMOA ;
- la réduction du coût et l'allongement de la durée des prêts octroyés pour le financement des projets d'infrastructures de petites et moyennes entreprises.

La BOAD pourra dès lors, diversifier ses activités de financement, élargir sa gamme de services et bénéficier du renforcement des interventions de l'AFD, de l'IDA et de la MIGA et satisfaire les requêtes de financement de nombreux projets d'infrastructures communautaires.

Aussi avons-nous l'honneur, Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, Mesdames et Messieurs les Honorables Députés, de soumettre à l'appréciation de votre Auguste Assemblée aux fins d'autorisation de ratification, l'Accord de Facilité de Garantie relatif au Projet de Développement du Marché Financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine.

Fait à Cotonou, le 29 octobre 2004

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Mathieu KEREKOU.-

Le Ministre des Affaires Etrangères
et de l'Intégration Africaine,

Rogatien BIAOU.-

Le Ministre des Finances
et de l'Economie,

Grégoire LAOUROU.-

Ampliations : PR 6 AN 4 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 MAEIA 4 MFE 4
AUTRES MINITERES 16 SGG 4 DGM-DCF-DGTCP-DGID-DGDDI 5 BN-
DAN-DLC 3 GCONM-DCCT-INSAE 3 BCP-CSM-IGAA 3 UAC-ENAM-
FADESP 3 UNIPAR-FDSP 2 JO1.-

III.-
REPUBLIQUE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N°

Portant autorisation de ratification de l'Accord de Facilité de Garantie relatif au Projet de Développement du Marché Financier de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine signé à Washington D.C., le 24 avril 2004.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Est autorisée la ratification par le Président de la république, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement de l'Accord de Facilité de Garantie relatif au Projet de Développement du Marché Financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine signé à Washington D.C., le 24 avril 2004.

Article 2 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Porto-Novo, le

Par le Président de l'Assemblée Nationale,

Kolawolé A. IDJI.-

Département Juridique
PROJET CONFIDENTIEL
TRADUCTION NON OFFICIELLE
DU TEXTE ANGLAIS ORIGINAL
QUI SEUL FAIT FOI
MWalker
5 décembre 2003

TEXTE NEGOCIE

Accord de Facilité de Garantie

(Projet de Développement du Marché Financier de l'Union Economique et
Monétaire Ouest Africaine)

entre ¹

LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN,
LE BURKINA FASO,
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE,
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU,
LA RÉPUBLIQUE DU MALI,
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER,
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL,
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE,
LA BANQUE OUEST-AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT,
L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT,
L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

et

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

En date du 24 AVRIL 2004

¹ La liste ci-près sera modifiée pour inclure le nom des États qui confirment leur intention de participer au Mécanisme de Garantie visé et décrit dans le présent Accord et de le ratifier.

ACCORD DE FACILITÉ DE GARANTIE

ACCORD, en date du 24 AVRIL 2004, entre² la RÉPUBLIQUE DU BÉNIN (Bénin), le BURKINA FASO (Burkina), la RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE (Côte d'Ivoire), la RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU (Guinée), la RÉPUBLIQUE DU MALI (Mali), la RÉPUBLIQUE DU NIGER (Niger), la RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL (Sénégal), la RÉPUBLIQUE TOGOLAISE (Togo) (le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, [ainsi que tout État Admissible (tel que défini ci-après) qui, après la date de signature dudit Accord, devient partie au présent Accord de Facilité de Garantie de la manière stipulée à la Section 7.01 du présent Accord³, sont appelés, individuellement et collectivement, État(s) Participant(s) dans le présent Accord), la BANQUE OUEST-AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD), l'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD), l'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS (MIGA ou l'Agence) et l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (IDA ou l'Association) (l'IDA, la MIGA et l'AFD sont parfois désignées individuellement (et collectivement) par le terme « Garant(s) »).

ATTENDU QUE A) par un accord de crédit de développement en date de ce jour (l'Accord de Crédit de Développement), l'Association a accepté, aux conditions stipulées ou visées dans ledit Accord de Crédit de Développement, de mettre à la disposition de la BOAD un montant en monnaies diverses équivalant à soixante sept millions Droits de Tirage Spéciaux (DTS 67,000,000) (le Crédit), pour contribuer au financement du projet décrit dans ledit Accord de Crédit de Développement (y compris les modifications qui peuvent lui être apportées de temps à autre d'un commun accord entre la BOAD et l'Association) (le Projet), mais uniquement à la condition que la BOAD, les États Participants, la MIGA et l'AFD acceptent de conclure le présent Accord ;

ATTENDU QUE B) le Projet prévoit la mise à disposition par les Garants, à titre individuel, d'un Mécanisme de Garantie (tel que défini ci-après), qui sera mis en oeuvre avec l'aide et la participation de la BOAD ;

PAR CES MOTIFS, compte tenu des avantages mutuels qui doivent en découler et des conditions et engagements figurant dans le présent Accord, les parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit :

² Voir note 2. La liste ci-près sera modifiée pour inclure le nom des États qui confirment leur intention de participer au Mécanisme de Garantie visé et décrit dans le présent Accord et de le ratifier.

³ Le texte entre crochets, ainsi que la Section 7.01, ne sont nécessaires que si l'un quelconque des États membres de l'UEMOA ne signe pas le présent Accord de Facilité de Garantie en même temps que les autres parties.

ARTICLE PREMIER

Définitions et Interprétation

Section 1.01. À moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions définis dans le Préambule du présent Accord de Facilité de Garantie et les Conditions Générales (telles que définies ci-après) ont, chaque fois qu'ils sont utilisés dans le présent Accord de Facilité de Garantie, les significations figurant dans ledit Préambule et dans lesdites Conditions Générales. En outre, les termes ci-après ont les significations suivantes :

- a) le terme « Risques Admissibles pour l'AFD » désigne des risques, déterminés au cas par cas par l'AFD pour chaque Sous-Projet Admissible, limités aux pertes résultant :
 - x) dans le cas d'une garantie partielle contre les risques, du non règlement du service de la dette si un État Participant ne s'acquitte pas de ses obligations de paiement énoncées dans le dossier du Sous-Projet, la garantie couvrant alors les pertes subies en cas : i) de changements législatifs, ii) d'obligations de paiement de l'État, iii) d'inconvertibilité de la monnaie et de restrictions de transfert monétaire, iv) d'expropriation, v) de force majeure ou vi) d'entrave au processus d'arbitrage ; et
 - y) dans le cas d'une garantie globale, de tous les risques liés au Sous-Projet ;
- b) le terme « Garantie de l'AFD » désigne un accord de garantie partielle de risque non appelable par anticipation ou une garantie abstraite, selon le cas, accordée ou devant être accordée par l'AFD à une partie privée fournissant un financement à un Sous-Projet Admissible, pour couvrir des Risques Admissibles pour l'AFD, y compris les modifications susceptibles d'être apportées audit accord de garantie partielle de risque ou de garantie abstraite aux termes d'un accord conclu entre l'AFD et la partie privée ;
- c) le terme « Mécanisme de Garantie de l'AFD » désigne le mécanisme appelé à fournir des Garanties de l'AFD à hauteur d'un montant maximum de soixante-dix millions (70 000 000) d'euros, visé, décrit et mis à disposition par l'AFD aux conditions et aux fins stipulées dans le présent Accord et dans le Guide du Mécanisme de Garantie ;
- d) le terme « Directives Environnementales Applicables » désigne les Directives Environnementales de la Banque mondiale telles qu'elles sont définies dans le manuel sur la prévention et la réduction de la pollution publié par la Banque mondiale sous le titre *Pollution Prevention and Abatement Handbook of July 1998* (PPAH) et les

directives intérimaires utilisées par la MIGA et la Société financière internationale pour des secteurs industriels qui ne sont pas encore couverts par le manuel PPAH ;

e) le terme « Politiques de Sauvegarde Applicables » désigne, collectivement, i) la politique d'Évaluation Environnementale de la MIGA, telle qu'approuvée par le Conseil de la MIGA en juillet 1999, et ii) les Politiques de Sauvegarde spécialement définies par la MIGA dans tel ou tel domaine, telles qu'approuvées par le Conseil de la MIGA en mai 2002 (à savoir, en matière d'habitats naturels, de foresterie, de lutte antiparasitaire, de projets concernant les voies d'eau internationales, de réinstallation forcée, de populations autochtones, de biens culturels et de sécurité des barrages) ;

f) le terme « Accord de Commissions de la BOAD » désigne l'accord conclu entre la BOAD et les Garants, concernant les commissions devant être versées à la BOAD au titre des services devant être fournis par la BOAD dans le cadre de la mise en oeuvre et du fonctionnement du Mécanisme de Garantie, y compris les modifications susceptibles d'être apportées audit Accord aux termes d'un accord conclu entre la BOAD et les Garants ;

g) le terme « Date de Clôture » désigne la date visée à la Section 3.1 (a) (viii) ;

h) le terme « Pratique de Corruption » désigne le fait d'offrir, de promettre ou de donner à un agent public ou un représentant de tout État Participant ou d'une Administration Publique (telle que définie ci-après), ou à tout administrateur, cadre ou employé de la BOAD, ou de recevoir ou de solliciter d'un agent public ou d'un représentant de tout État Participant ou Administration Publique, ou d'un administrateur, cadre ou employé de la BOAD, directement ou indirectement, tout objet de valeur ou un quelconque avantage de nature à influencer l'action dudit agent public, représentant, administrateur, cadre ou employé dans l'exercice de ses fonctions officielles ou professionnelles, d'une manière dont on peut raisonnablement prévoir qu'elle procurera à la personne à l'origine de l'offre, de la promesse ou du don ou à la Personne (telle que définie ci-après) sollicitée un quelconque avantage commercial ou illicite ;

i) le terme « Substance Dangereuse » désigne toute émission radioactive et toute substance naturelle ou artificielle (qui se présente sous forme solide, liquide, gazeuse ou de vapeur, isolément ou en combinaison avec toute autre substance) pouvant être préjudiciable à l'être humain ou à tout autre organisme vivant ou nuire à l'environnement ou à la santé publique y compris, cette liste n'étant pas exhaustive, tout déchet contrôlé, spécial, dangereux, toxique ou radioactif ;

j) le terme « Dollars » et l'abréviation « USD » désigne la monnaie des États-Unis d'Amérique ;

k) le terme « État Admissible » désigne, à la date correspondante, tout État membre de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine qui :

x) aux fins de l'Association et du Mécanisme de Garantie de l'IDA i) est également un membre en règle de l'Association et du Fonds Monétaire International, et ii) l'Association ou la BIRD, selon le cas, n'a pas suspendu ses décaissements en faveur dudit État Membre ou n'a pas classé les prêts et crédits consentis audit État Membre dans la catégorie des prêts et crédits improductifs ;

y) aux fins de l'Agence et du Mécanisme de Garantie de la MIGA, est également membre de la MIGA ; et

z) aux fins de l'AFD et du Mécanisme de Garantie de l'AFD, n'a aucun arriéré au titre du service de sa dette ou de toute autre obligation de paiement envers l'AFD, et l'AFD n'a pas suspendu ses décaissements en faveur dudit État Membre ou n'a classé les prêts et crédits consentis audit État Membre dans la catégorie des prêts et crédits improductifs ;

l) le terme « Sous-Projet Admissible » désigne, à la date correspondante, un projet qui i) se situe sur le territoire d'un [État Admissible, État qui, soit est signataire original du présent Accord de Facilité de Garantie, soit est devenu partie audit Accord de la manière stipulée à la Section 7.01 du présent Accord⁴], et qui, aux fins d'un projet de Garantie de l'IDA et d'un projet de Garantie de l'AFD, a présenté par écrit à l'Association la demande et l'engagement stipulés au paragraphe (b) de la Section 3.01 du présent Accord, ii) concerne le secteur de l'infrastructure, à moins que le(s) Garant(s) concerné(s) n'en convienne(nt) autrement, iii) est conforme à la version intérimaire ou définitive, selon le cas, du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et à la Stratégie d'aide-pays de l'État Admissible, approuvés par les Conseils des Administrateurs de l'Association et du Fonds Monétaire International, respectivement, iv) représente, à moins que les Garants n'en conviennent autrement, un coût total, y compris les provisions pour imprévus, ne dépassant pas la contre-valeur de Cinquante Millions de Dollars (USD 50 000 000), v) à moins que les Garants n'en conviennent autrement, le montant total des garanties devant être fournies par les Garants, respectivement, à l'appui du Sous-Projet proposé ne dépasse pas la contre-valeur de Trente Millions de Dollars (USD 30 000 000), la Garantie de l'IDA représentant un montant ne dépassant pas la contre-valeur de Quinze Millions de Dollars (USD 15 000 000), la Garantie de la MIGA ne dépassant pas la contre-valeur de Quinze Millions de Dollars (USD 15 000 000) (non compris les garanties au titre du Programme coopératif de garanties (CUP) ou d'arrangements de co-assurance avec des assureurs privés ou publics), et la Garantie de l'AFD ne dépassant pas la contre-valeur de Quinze Millions de Dollars (USD 15 000 000), et vi) est conforme aux Directives

⁴ Le texte entre crochets de cette définition sera remplacé par le terme « État Participant » si tous les États membres de l'UEMOA sont signataires du présent Accord de Facilité de Garantie, auquel cas, entre autres changements, la Section 7.01 ne sera plus nécessaire.

Environnementales Applicables et aux Politiques de Sauvegarde Applicables, ainsi qu'à toutes autres politiques et conditions définies par chacun des Garants s'il est prévu que le Sous-Projet bénéficie d'un appui de l'IDA, de la MIGA et de l'AFD, ou sinon, aux Directives Environnementales Applicables, aux Politiques de Sauvegarde Applicables et aux autres politiques et conditions définies par le(s) Garant(s) concerné(s), selon le cas, notamment pour ce qui concerne les domaines technique, économique et financier, la publicité de l'information, les politiques de garantie et les critères d'admissibilité ;

m) le terme « Législation Environnementale » désigne toute loi ou tout règlement national de tout État Participant régissant la protection de la santé publique ou de l'environnement ou concernant des Substances Dangereuses ;

n) le terme « Permis Environnemental » désigne toute autorisation requise par toute Législation Environnementale ;

o) le terme « Plan de Gestion de l'Environnement » désigne le plan d'action jugé satisfaisant par le(s) Garant(s) concerné(s) devant être mis en œuvre par une Entité de Sous-Projet conformément aux dispositions de l'étude d'impact sur l'environnement préparée par ou pour le compte de l'Entité du Sous-Projet et soumise à l'État Participant ou à l'Administration Publique concernés et approuvé par ces derniers, ainsi que toutes les modifications susceptibles de lui être apportées avec l'accord préalable du ou des Garant(s) concerné(s) ;

p) le terme « Euro » désigne la monnaie unique ayant cours légal dans les États membres de l'Union européenne, qui l'ont adoptée conformément au Traité portant création de la Monnaie européenne, tel que modifié par le Traité de l'Union européenne ;

q) le terme « Pratique Frauduleuse » désigne le fait de déformer ou de dénaturer les faits afin d'influencer un processus ou l'exécution d'un marché au détriment d'un État Participant, d'une Administration Publique, ou de la BOAD, selon le cas ;

r) le terme « Conditions Générales » désigne, collectivement, les « Conditions Générales Applicables aux Accords de Crédit de Développement » de l'Association Internationale de Développement, en date du 1^{er} janvier 1985 (telles qu'amendées au 6 octobre 1999), et les Conditions Générales de Garantie de Prises de Participation et de Prêts aux Actionnaires et aux Non-Actionnaires de la MIGA, y compris les modifications susceptibles d'y être apportées par l'IDA et la MIGA, selon le cas, aux fins de la couverture d'un Sous-Projet Admissible spécifique ;

s) le terme « Administration Publique » désigne l'Administration d'un État Participant, ainsi que tout ministère, département autorisé, subdivision politique, agence ou organisme de l'Administration d'un État Participant, les autorités d'un État Participant, ou toute entité ou autorité locale ou provinciale équivalente ;

t) le terme « Garantie » désigne une Garantie de l'IDA, une Garantie de la MIGA ou une Garantie de l'AFD, selon le contexte ;

u) le terme « Mécanisme de Garantie » désigne, collectivement, le Mécanisme de Garantie de l'IDA, le Mécanisme de Garantie de la MIGA et le Mécanisme de Garantie de l'AFD ;

v) le terme « Guide du Mécanisme de Garantie » désigne le manuel en date du [5 décembre 2003], approuvé par la BOAD et les Garants, qui définit les politiques et procédures opérationnelles devant être appliquées et suivies par la BOAD dans le cadre du fonctionnement du Mécanisme de Garantie et de questions connexes, y compris les modifications susceptibles d'y être apportées avec l'accord préalable des Garants ;

w) le terme « Accord de Coopération des Garants » désigne l'accord conclu entre les Garants, régissant la mise en oeuvre et le fonctionnement de certains aspects du Mécanisme de Garantie, y compris les modifications susceptibles de lui être apportées aux termes d'un accord conclu entre les Garants ;

x) le sigle « BIRD » désigne la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ;

y) le terme « Risques Admissibles pour l'IDA » désigne des risques, déterminés au cas par cas par l'IDA pour chaque Sous-Projet Admissible, limités aux pertes résultant : i) de changements législatifs, ii) d'obligations de paiement de l'État, iii) d'inconvertibilité de la monnaie et de restrictions de transfert monétaire, iv) d'expropriation, v) de force majeure ou vi) d'entrave au processus d'arbitrage ;

z) le terme « Garantie de l'IDA » désigne un accord de garantie partielle de risque non appellable par anticipation, accordée ou devant être accordée par l'IDA à un créancier privé fournissant un financement à un Sous-Projet Admissible, pour couvrir le risque de non-règlement du service de la dette par un État Membre qui ne s'acquitte pas de ses obligations de paiements énoncées dans le dossier du Sous-Projet ou en découlant qui découle de Risques Admissibles pour l'IDA, y compris les modifications susceptibles d'être apportées audit accord de garantie partielle de risque aux termes d'un accord conclu entre l'IDA et le créancier privé ;

aa) le terme « Mécanisme de Garantie de l'IDA » désigne le mécanisme appelé à fournir des Garanties de l'IDA à hauteur d'un montant maximum de quarante huit millions sept cent milles Droits de Tirage Spéciaux (DTS 48,700,000, visé, décrit et mis à disposition par l'IDA aux conditions et aux fins stipulées dans le présent Accord et dans le Guide du Mécanisme de Garantie ;

- bb) le terme « Accord de Projet de l'IDA » désigne un accord de projet signé ou devant être signé par l'IDA et une Entité de Sous-Projet, ainsi que les modifications susceptibles de lui être apportées avec l'accord préalable de l'IDA ;
- cc) le terme « Accord d'Indemnisation » désigne un accord d'indemnisation, présenté en substance de la manière indiquée à l'Annexe 1 au présent Accord, signé ou devant être signé par un État Participant au profit de l'Association ou de l'AFD, selon le cas, pour couvrir les paiements effectués et les obligations, charges et dépenses encourues par l'Association ou par l'AFD, au titre ou par suite d'une Garantie fournie ou devant être fournie par l'Association ou par l'AFD à l'appui d'un Sous-Projet ;
- dd) le terme « Convention de la MIGA » désigne la Convention Portant Création de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements ;
- ee) le terme « Risques Admissibles pour la MIGA » désigne des risques, déterminés au cas par cas par la MIGA pour chaque Sous-Projet Admissible, liés aux pertes subies en cas : i) d'inconvertibilité de la monnaie et de restrictions sur les transferts, ii) d'expropriation, iii) de rupture de contrat, et iv) de guerre et de troubles civils ;
- ff) le terme « Garantie de la MIGA » désigne un contrat de garantie fourni ou devant être fourni par la MIGA pour assurer un promoteur privé ou un créancier privé d'un Sous-Projet Admissible contre des Risques Admissibles pour la MIGA liés au Sous-Projet ; ledit terme désigne également tous les appendices, annexes, addenda et pièces jointes audit contrat de garantie, y compris les modifications susceptibles de lui être apportées aux termes d'un accord conclu entre la MIGA et le promoteur ou le créancier, selon le cas. La Garantie de la MIGA prévoit également des Règles d'Arbitrage pour régler des Différends dans le cadre de Contrats de Garantie de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (les Règles d'Arbitrage de la MIGA) :
- gg) le terme « Mécanisme de Garantie de la MIGA » désigne le mécanisme appelé à fournir des Garanties de la MIGA à hauteur d'un montant maximum de soixante-dix millions de Dollars (\$70,000,000), visé, décrit et mis à disposition par la MIGA aux conditions et aux fins stipulées dans le présent Accord et dans le Guide du Mécanisme de Garantie ;
- hh) le terme « Personne » désigne toute personne, entreprise, compagnie, société, organisme public, État ou agence gouvernementale, ou toute association ou partenariat (ayant ou non une personnalité juridique distincte) regroupant au moins deux des entités qui précèdent, ou une Administration Publique ;
- ii) le terme « Documents du Projet » désigne, collectivement, l'Accord de Crédit de Développement, le présent Accord de Facilité de Garantie, le Guide du Mécanisme de Garantie, les Accords d'Indemnisation, les accords conclus entre la MIGA

et chaque État Participant concerné se rapportant à un Sous-Projet (les Accords entre la MIGA et le Pays d'Accueil) et l'Accord de Commissions de la BOAD ;

jj) le terme « Objectifs du Projet » désigne l'appui fourni aux États Participants pour les aider à attirer des investissements privés étrangers en vue de financer des projets d'infrastructure de petite ou moyenne envergure, ainsi que des projets dans d'autres secteurs convenus avec les Garants, en atténuant le risque souverain ;

kk) le terme « Plan de Réinstallation » désigne le cadre administratif des opérations de réinstallation et/ou d'indemnisation requises durant la mise en œuvre d'un Sous-Projet, y compris l'obligation faite à l'État Participant et à l'Entité du Sous-Projet de préparer un plan de réinstallation jugé satisfaisant par le(s) Garant(s) concerné(s), établi par ou pour le compte de l'Entité du Sous-Projet et approuvé par l'État Participant ou l'Administration Publique, ainsi que les modifications susceptibles de lui être apportées avec l'accord préalable du ou des Garant(s) concerné(s) ;

ll) le terme « Droits de Tirage Spéciaux » et le sigle « DTS » désignent les droits de tirage spéciaux tels qu'évalués par le Fonds Monétaire International conformément à ses Statuts » ;

[mm) le terme « Déclaration de Politique » désigne la Déclaration de Politique de Prêt et d'Investissement » approuvée le 24 septembre 1974 par le Comité Ministériel chargé de la réforme de l'Union Monétaire Ouest-Africaine, ainsi que les modifications qui lui ont été apportées à la date du présent Accord ;]

nn) le terme « Statuts » désigne les Statuts de la BOAD approuvés le 4 décembre 1973, ainsi que les modifications qui lui ont été apportées à la date du présent Accord ;

oo) le terme « Sous-Projet » désigne un projet d'infrastructure ou un autre projet appuyé ou devant être appuyé par une Garantie émise ou devant être émise au titre du Mécanisme de Garantie ;

pp) le terme « Accords de Sous-Projet » désigne, collectivement, tous les accords se rapportant à un Sous-Projet, y compris la Garantie, l'Accord d'Indemnisation, l'Accord de Projet de l'IDA, les accords de prise de participation, de quasi-participation, de prêt ou de crédit conclus avec le(s) promoteur(s) ou le(s) créancier(s) privé(s) qui financent le Sous-Projet et tous les autres accords, notamment de nantissement, y afférents selon le cas ;

qq) le terme « Entité du Sous-Projet » désigne la Personne responsable de la mise en œuvre et de l'exploitation d'un Sous-Projet Admissible ; et

rr) le sigle « UEMOA » désigne l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine.

Section 1.02. Aux fins d'application à tous égards du présent Accord de Facilité de Garantie, sauf disposition contraire expresse ou à moins que le contexte ne requière une interprétation différente :

a) les intitulés d'Articles qui sont inclus dans le présent Accord de Facilité de Garantie le sont uniquement pour des raisons de convenance et n'affectent en rien l'interprétation dudit Accord ;

b) lorsqu'il est fait référence à des Articles, Sections, paragraphes, clauses ou Annexes, sans autre indication du document visé, il est fait référence à des dispositions ou des parties du présent Accord de Facilité de Garantie ;

c) sauf disposition contraire expresse, les termes « dans le présent Accord », « dudit Accord », « audit Accord » et autres termes impliquant une idée analogue, lorsqu'ils sont utilisés dans le présent Accord de Facilité de Garantie, font référence au présent Accord de Facilité de Garantie pris dans son ensemble et non pas à tel ou tel Article, Section, paragraphe, clause ou partie du présent Accord de Facilité de Garantie ;

d) le terme « y compris » n'est pas limitatif ;

e) les mots au singulier désignent également le pluriel et vice versa, et, selon que de besoin, les mots au masculin désignent également le féminin.

f) le Préambule et les Annexes au présent Accord de Facilité de Garantie font partie intégrante dudit Accord, comme s'ils y étaient énoncés in extenso ; et

g) Toutes les fois qu'il est nécessaire, aux fins du présent Accord de Facilité de Garantie, de déterminer la valeur d'une monnaie par rapport à une autre, ladite valeur est celle qui aura été raisonnablement déterminée par le Garant concerné.

ARTICLE II

Le Projet

Section 2.01. a) Chacun des États Participants reconnaît avoir pris connaissance de l'Accord de Crédit de Développement, de la Convention de la MIGA, des Conditions Générales et du Guide du Mécanisme de Garantie, et déclare qu'il souscrit aux Objectifs du Projet.

b) Chacun des États Participants fournit, ou veille à ce que soient fournis, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires au Mécanisme de Garantie.

Section 2.02. a) La BOAD déclare qu'elle souscrit aux Objectifs du Projet et, à cet effet, exécute le Projet, y compris les responsabilités qui lui incombent au regard du Mécanisme de Garantie, avec la diligence et l'efficacité voulues, selon des méthodes administratives, financières, environnementales et sociales appropriées, et conformément aux Statuts [et à la Déclaration de Politique], et elle fournit ou veille à ce que soient fournis, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources au Mécanisme de Garantie ;

b) Sans préjudice des dispositions du paragraphe (a) de la présente Section 2.02, et à moins que les Garants n'en conviennent autrement, la BOAD s'acquitte dûment et ponctuellement de l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre du Guide du Mécanisme de Garantie.

Section 2.03. a) Chacun des États Participants reconnaît et confirme que la BOAD est et sera pleinement habilitée à exécuter le Projet, y compris les responsabilités qui lui incombent au regard du Mécanisme de Garantie, conformément aux dispositions de l'Accord de Crédit de Développement, du présent Accord de Facilité de Garantie, du Guide du Mécanisme de Garantie et des autres Documents du Projet auxquels la BOAD est partie ou par lesquels elle est liée, et sous réserve des conditions desdits Accords, Guide et Documents.

b) Chacun des États Participants reconnaît et confirme que le rôle et les responsabilités de la BOAD, prévus dans le Guide du Mécanisme de Garantie, comprennent les activités suivantes :

i) commercialiser et promouvoir le Mécanisme de Garantie, notamment préparer un plan de commercialisation pour fournir des Garanties aux pays membres de l'UEMOA, et répondre aux demandes émanant des promoteurs privés ;

ii) identifier et sélectionner les Sous-Projets Admissibles, notamment repérer les projets d'investissement qui pourraient bénéficier d'une atténuation des risques souverains et, dans certains cas, également des risques

commerciaux, aider les investisseurs intéressés à soumettre une demande de Garantie, vérifier que les projets d'investissement sont conformes au Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté dans sa version intérimaire ou définitive, selon le cas, et à la Stratégie d'aide-pays de l'État Participant concerné, préparer un examen environnemental préliminaire, et passer en revue les demandes de Garantie pour s'assurer que les Sous-Projets Admissibles sont conformes aux Directives Environnementales Applicables, aux Politiques de Sauvegarde Applicables, ainsi qu'à toutes autres conditions financières, juridiques et fiduciaires stipulées dans le Guide du Mécanisme de Garantie ;

iii) faciliter l'instruction des Sous-Projets envisagés, notamment en s'efforçant d'obtenir de l'IDA et de l'AFD, selon le cas, la demande et l'engagement écrits stipulés au paragraphe (b) de la Section 3.01 du présent Accord ; et

iv) superviser les Sous-Projets, y compris préparer des rapports périodiques.

c) Chacun des États Participants prend toutes mesures nécessaires de sa part ou de la part de toute Administration Publique pour que la BOAD puisse s'acquitter de toutes les obligations qui lui incombent au titre des Documents du Projet auxquels la BOAD est partie ou par lesquels elle est liée, et ne prend ni ne laisse prendre par une quelconque Administration Publique aucune mesure qui aurait pour effet d'empêcher ou d'entraver l'exécution desdites obligations par la BOAD.

ARTICLE III

Le Mécanisme de Garantie

Section 3.01. a) Chacun des États Participants et la BOAD reconnaissent et confirment que :

i) les obligations de chaque Garant lui incombent à titre individuel et le fait pour un Garant de manquer aux obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord ou de tout autre Document de Projet n'affecte en rien les obligations qui incombent à l'un quelconque des États Participants ou à la BOAD vis-à-vis de toute autre partie auxdits Accord ou Documents, et aucune autre partie n'est responsable du manquement par ledit Garant aux obligations qui lui incombent au titre du présent Accord ou de tout autre Document de Projet ;

ii) les droits de chaque État Participant et de la BOAD leur sont conférés à titre individuel, et toute dette ou obligation encourue à un moment quelconque au titre du présent Accord ou de tout autre Document de Projet par l'un quelconque des États Participants ou de la BOAD envers tout Garant constitue une dette ou obligation distincte. Chaque Garant est fondé à protéger et à faire valoir les droits que lui confère, à titre individuel, le présent Accord ou tout autre Document de Projet indépendamment de tout autre Garant (de sorte qu'aucun Garant n'a à être inclus comme partie additionnelle dans le cadre d'une quelconque procédure intentée à cet effet) ;

iii) aucun des Garants n'est tenu d'une quelconque manière d'émettre une Garantie au titre d'un quelconque Sous-Projet Admissible, ni n'encourt aucune obligation envers quelque Personne que ce soit s'il n'émet pas de Garantie au titre du Mécanisme de Garantie avant la résiliation ou l'annulation dudit Mécanisme ou au titre de tel ou tel Sous-Projet Admissible ;

iv) la décision d'approuver l'émission d'une Garantie à l'appui de tel ou tel Sous-Projet est laissée à la seule et entière discrétion du Vice-Président pour la Région Afrique de l'Association dans le cas d'une Garantie de l'IDA, du Vice-Président Exécutif de l'Agence dans le cas d'une Garantie de la MIGA, et du Conseil d'Administration de l'AFD dans le cas d'une Garantie de l'AFD, à la date correspondante, ladite décision pouvant être prise uniquement si : i) le(s) Garant(s) concerné(s) ont déterminé au préalable que le Sous-Projet Admissible est conforme aux Directives Environnementales Applicables et aux Politiques de Sauvegarde Applicables, ainsi qu'à tous autres critères concernant les domaines technique, économique et financier et la publicité de l'information, et ii) les Accords de Sous-Projet correspondants, dont la forme et le fonds sont jugés satisfaisants par le(s) Garant(s) concerné(s), ont été approuvés ;

v) s'agissant de Sous-Projets Admissibles situés dans des États Participants qui participent à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), la décision de mettre à disposition une Garantie de l'IDA est prise par l'Association au cas par cas ;

vi) s'agissant d'un Sous-Projet particulier, le choix de la ou des Garantie(s) à fournir éventuellement incombe aux Garants, dont la décision est définitive et a force obligatoire ;

vii) Les garanties sont fournies dans l'ordre d'arrivée des demandes ;
et

viii) aucune Garantie n'est émise au titre du Mécanisme de Garantie après le 30 septembre 2009 ou toute date ultérieure arrêtée par les Garants. Les Garants notifient au plus tôt aux États Participants et à la BOAD ladite date ultérieure.

b) Dans tous les cas, l'Association et l'AFD ne donnent suite à une demande de Garantie de l'IDA ou une demande de garantie partielle de l'AFD, selon le cas, qu'après avoir reçu de l'État Participant concerné une demande écrite sollicitant une Garantie de l'IDA ou une Garantie de risque partielle de l'AFD, selon le cas, pour appuyer tel ou tel Sous-Projet Admissible, assortie de l'engagement écrit dudit État Participant à présenter un Accord d'Indemnisation se rapportant au Sous-Projet Admissible.

Section 3.02. Chacun des États Participants et la BOAD coopèrent pleinement avec les Garants pour assurer la réalisation des Objectifs du Projet et des résultats visés par le Mécanisme de Garantie. Pour ce faire, chacun des États Participants et la BOAD :

a) à la demande des Garants ou de l'un quelconque desdits Garants, procèdent à un échange de vues avec le(s) Garant(s) sur l'avancement du Mécanisme de Garantie, la réalisation des obligations leur incombant en vertu des Documents de Projet auxquels ils sont parties ou par lesquels ils sont liés, et fournissent aux Garants toutes informations se rapportant auxdits Documents et Sous-Projets qu'ils peuvent raisonnablement demander ; et

b) informent les Garants dans les meilleurs délais de toute circonstance qui entrave ou risque d'entraver l'exécution de l'une quelconque des activités visées au paragraphe (a) ci-dessus ou la réalisation des Objectifs du Projet ou des résultats visés par le Mécanisme de Garantie.

Section 3.03. Chacun des États Participants donne toute possibilité raisonnable aux représentants des Garants ou de l'un quelconque desdits Garants de se rendre sur toute partie de son territoire à des fins en rapport avec le Mécanisme de Garantie.

Section 3.04. Chacun des États Participants déclare qu'il s'engage à respecter ses

propres lois contre la fraude, la corruption et les paiements illicites durant l'exécution de tout contrat ou marché qui doit être financé avec l'appui d'une quelconque Garantie ou qui est lié, directement ou indirectement, à un quelconque Sous-Projet.

Section 3.05. Chacun des États Participants et la BOAD prennent l'engagement envers les Garants de ne pas se livrer, et prennent toutes mesures raisonnables pour assurer que leurs fonctionnaires, représentants, administrateurs, employés ou agents ne se livrent pas, à des Pratiques de Corruption ni à des Pratiques Frauduleuses durant l'exécution de tout contrat ou marché qui doit être financé avec l'appui d'une quelconque Garantie ou qui est lié, directement ou indirectement, à un quelconque Sous-Projet.

Section 3.06 Chacun des États Participants et la BOAD prennent l'engagement envers les Garants :

a) dans la mesure où ils sont habilités à le faire, de veiller à ce que l'exécution, l'exploitation et la poursuite de chaque Sous-Projet et de chaque activité d'une Entité de Sous-Projet dans l'État Participant concerné respectent, durant la période couverte par la Garantie correspondante, toute Législation Environnementale et tous Permis Environnementaux en vigueur, ainsi que le Plan de Gestion Environnementale et le Cadre de Politique de Réinstallation, le cas échéant, tels qu'approuvés par le(s) Garant(s) concerné(s), et les mesures d'atténuation et de suivi qui y sont stipulées conformément aux Directives Environnementales Applicables et aux Politiques de Sauvegarde Applicables ; et

b) de notifier au(x) Garant(s) concerné(s), par écrit et à l'avance, la nature et l'objet de tous les changements et amendements proposés pour chaque Plan de Gestion Environnementale et chaque Cadre de Politique de Réinstallation. Les changements et amendements sont réputés avoir été acceptés à moins que la BOAD soit notifiée par écrit du contraire par au moins l'un des Garants dans les trente (30) jours suivant la date de réception par le Garant du changement proposé.

Section 3.07. Sans le consentement écrit préalable des Garants, la BOAD ne prend ni ne laisse prendre aucune mesure qui aurait pour effet de modifier ou d'abroger le Guide du Mécanisme de Garantie, [la Déclaration de Politique] ou toute partie desdits documents ou d'y faire dérogation, ou dont on peut raisonnablement prévoir qu'elle aura un effet dommageable substantiel sur la réalisation des résultats visés par le Mécanisme de Garantie ou des Objectifs du Projet ou sur l'aptitude de la BOAD à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des Documents de Projet auxquels elle est partie ou par lesquels elle est liée.

ARTICLE IV

Cas de Manquement

Section 4.01. a) Si l'un des faits spécifiés ci-après survient, les Garants ou l'un quelconque desdits Garants, outre les droits dont ils pourraient se prévaloir par ailleurs, peuvent suspendre ou annuler en totalité ou en partie, par voie de notification écrite à l'État Participant concerné (avec copie à la BOAD et aux autres Garants), l'émission de nouvelles Garanties au titre du Mécanisme de Garantie à l'appui de Sous-Projets Admissibles sur le territoire dudit État Participant :

i) un État Participant : i) fait l'objet d'une mesure de suspension ou cesse d'être membre de l'Association ou de la MIGA, ou ii) cesse d'être membre du Fonds Monétaire International ou de l'UEMOA ;

ii) une quelconque attestation ou assurance fournie par un État Participant dans un Document de Projet, ou une quelconque déclaration faite à propos d'un Document de Projet, et devant servir de base aux Garants ou à l'un quelconque desdits Garants quant à l'application du présent Accord de Facilité de Garantie ou à l'octroi d'une Garantie, se révèle inexacte sur quelque point important, telle que formulée au moment où elle est formulée ;

iii) un Garant a effectué un paiement en application d'une Garantie à l'appui d'un Sous-Projet sur le territoire d'un État Participant ;

iv) un État Participant ou toute autre autorité compétente, y compris une Administration Publique, a pris une mesure quelconque en vue de dissoudre ou de liquider la BOAD, ou de suspendre ses opérations ou de mettre un terme à son activité ; ou

v) un Garant détermine à un moment quelconque qu'un fonctionnaire ou représentant quelconque d'un État Participant ou d'une Administration Publique s'est livré à une ou des Pratique(s) de Corruption ou Pratique(s) Frauduleuse(s).

b) Si l'un des faits spécifiés ci-après survient, l'Association ou l'AFD, selon le cas, outre les droits ou recours dont l'une ou l'autre pourrait se prévaloir par ailleurs, peuvent suspendre ou annuler en totalité ou en partie, par voie de notification écrite à l'État Participant concerné (avec copie à la BOAD et aux autres Garants), l'émission de nouvelles Garanties de l'IDA au titre du Mécanisme de Garantie de l'IDA et l'émission de nouvelles Garanties de l'AFD au titre du Mécanisme de Garantie de l'AFD, selon le cas, à l'appui de Sous-Projets Admissibles sur le territoire dudit État Participant :

i) l'un des faits spécifiés à la Section 4.01 d'un Accord d'Indemnisation survient et n'est pas rectifié durant la période de grâce éventuellement prévue à cet effet dans ledit Accord ;

ii) un État Participant manque à ses obligations relatives au paiement du principal, des intérêts ou de tout autre montant dû à l'Association ou à l'AFD, selon le cas : i) en vertu d'un quelconque accord de crédit, de prêt, de garantie ou d'indemnisation conclu entre l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas, et l'État Participant concerné, ou ii) en conséquence de toute garantie ou de toute autre obligation financière, de quelque type que ce soit, par laquelle l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas, s'est liée vis-à-vis d'un tiers avec le consentement dudit État Participant, et ledit manquement n'est pas rectifié durant la période de grâce éventuellement prévue à cet effet dans ledit Accord ;

iii) l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas, a suspendu en tout ou partie le droit d'un État Participant d'effectuer des retraits au titre d'un quelconque accord de crédit, de prêt ou de garantie conclu entre l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas, et l'État Participant concerné, en raison du défaut de paiement mentionné à la Section 4.01 (b) (ii) ci-dessus ou parce que l'État Participant concerné a manqué à l'une quelconque des obligations lui incombant au titre dudit accord conclu avec l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas ; ou

iv) l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas, a classé les prêts et crédits consentis à un État Participant dans la catégorie des prêts et crédits improductifs.

c) Si l'un des faits spécifiés ci-après survient, les Garants ou l'un quelconque desdits Garants, outre les droits dont ils pourraient se prévaloir par ailleurs (y compris les droits conférés à l'Association en vertu de l'Accord de Crédit de Développement), peuvent suspendre ou annuler en totalité ou en partie, par voie de notification écrite à la BOAD et à chaque État Participant (avec copie aux autres Garants), l'émission de nouvelles Garanties au titre du Mécanisme de Garantie.

i) les Statuts [ou la Déclaration de Politique] ont été modifiés, suspendus, abrogés, annulés ou il y a été fait dérogation d'une manière qui compromet gravement l'aptitude de la BOAD à s'acquitter de l'une quelconque des obligations lui incombant en vertu de l'un quelconque des Documents du Projet auxquels elle est partie ou par lesquels elle est liée ;

ii) de l'avis raisonnable des Garants, la personnalité juridique, la répartition du capital ou le contrôle de la BOAD a changé par rapport à ce qu'elle était à la date du présent Accord d'une manière qui compromet gravement l'aptitude de la BOAD à s'acquitter de l'une quelconque des obligations lui incombant en vertu de l'un quelconque des Documents de Projet auxquels elle est partie ou par lesquels elle est liée ;

iii) la BOAD manque à ses obligations relatives au paiement du principal, des intérêts ou de tout autre montant dû à l'Association, à la BIRD ou à l'AFD, selon le cas : i) en vertu d'un quelconque accord de crédit, de prêt, de garantie ou d'indemnisation conclu entre l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas, et la BOAD, y compris l'Accord de Crédit de Développement, ou ii) en conséquence de toute garantie ou de toute autre obligation financière, de quelque type que ce soit, par laquelle l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas, s'est liée vis-à-vis d'un tiers avec le consentement de la BOAD ;

iv) l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas, a suspendu en tout ou partie le droit de la BOAD d'effectuer des retraits au titre d'un quelconque accord de crédit, de prêt ou de garantie conclu entre l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas, et la BOAD, en raison du défaut de paiement mentionné à la Section 4.01 (c) (iii) ci-dessus ou parce que la BOAD a manqué à l'une quelconque des obligations lui incombant au titre dudit accord conclu avec l'Association, la BIRD ou l'AFD, selon le cas ;

v) la BOAD a manqué à l'une quelconque des obligations lui incombant en vertu de l'un quelconque des Documents de Projet auxquels elle est partie ou par lesquels elle est liée, et ledit manquement n'est pas rectifié durant la période de grâce éventuellement prévue à cet effet dans ledit Accord ;

vi) un Garant détermine à un moment quelconque qu'un administrateur, fonctionnaire ou employé quelconque de la BOAD s'est livré à une ou des Pratique(s) de Corruption ou Pratique(s) Frauduleuse(s) en rapport avec un Sous-Projet ; ou

vii) à la suite de fait(s) survenant après la Date du présent Accord, une situation exceptionnelle se produit qui rend improbable la réalisation des Objectifs du Projet ou l'exécution par la BOAD des obligations lui incombant en vertu des Documents de Projet auxquels elle est partie ou par lesquels elle est liée.

Section 4,02. Nonobstant toute notification de suspension ou d'annulation en vertu de la Section 4.01 du présent Accord, les obligations des Garants respectifs aux termes de toute Garantie émise avant la date de ladite notification restent pleinement en vigueur et continuent de produire leurs effets conformément aux dispositions de ladite Garantie.

ARTICLE V

Date d'Entrée en Vigueur ; Expiration

Section 5.01. Le présent Accord de Facilité de Garantie n'entre en vigueur qu'après que les Garants ont reçu des pièces justifiant à leur satisfaction que :

i) l'Association a déclaré que l'Accord de Crédit de Développement est entré en vigueur ;

ii) le Guide du Mécanisme de Garantie a été dûment adopté par la BOAD, dont la forme et le fond sont jugés satisfaisants par l'Association ;

iii) la signature et la remise dudit Accord par au moins quatre (4) États membres de l'UEMOA et la BOAD ont été dûment autorisées ou ratifiées, respectivement, au nom des parties audit Accord, toutes les mesures nécessaires ayant été prises par lesdites parties ;

iv) la signature et la remise de l'Accord de Commissions de la BOAD et de l'Accord de Coopération des Garants ont été dûment autorisées ou ratifiées, respectivement, au nom des parties respectives auxdits Accords, toutes les mesures nécessaires ayant été prises par lesdites parties ; et

v) la signature et la remise de cet Accord de Facilité de Garantie pour chacun des États Participants et la BOAD ont été dûment autorisées ou ratifiées selon le cas par toutes les procédures gouvernementales et corporatives, le cas échéant.

Section 5.02. Au titre des pièces devant être fournies conformément à la Section 5.01 :

i) chaque État Participant fournit aux Garants un avis ou des avis jugés satisfaisants par les Garants, émanant d'un conseiller juridique jugé acceptable par les Garants, indiquant que le présent Accord a été dûment autorisé ou ratifié par ledit État Participant et signé et remis au nom de l'État Participant, et qu'il a force exécutoire pour ledit État Participant conformément à ses dispositions ; et

ii) la BOAD fournit aux Garants un avis ou des avis jugés satisfaisants par les Garants, émanant d'un conseiller juridique jugé acceptable par les Garants, indiquant que l'Accord de Crédit de Développement, le présent Accord et l'Accord de Commissions de la BOAD ont été dûment autorisés ou ratifiés par la BOAD et signés et remis au nom de la BOAD, et qu'ils ont force exécutoire pour la BOAD conformément à leurs dispositions.

Section 5.03. a) Le présent Accord de Facilité de Garantie et toutes les obligations des États Participants et de la BOAD qui y sont stipulées prennent fin à celle des quatre dates ci-dessous qui est la première à échoir :

- i) à la date à laquelle l'Accord de Crédit de Développement prend fin conformément à ses dispositions ;
- ii) à la Date de Clôture, si aucune Garantie n'a été émise au titre du Mécanisme de Garantie jusqu'à ladite Date incluse ;
- iii) à la date postérieure à la Date de Clôture à laquelle la dernière Garantie en cours émise au titre du Mécanisme de Garantie expire ou prend fin conformément à ses dispositions ; ou
- iv) à la date marquant le vingtième (20^e) anniversaire de la date de signature du présent Accord.

b) Si l'Accord de Crédit de Développement prend fin conformément à ses dispositions avant la date spécifiée au paragraphe (a) (iv) de la présente Section 5.03, la BOAD en informe chacun des États Participants dans les meilleurs délais.

ARTICLE VI

Force Obligatoire de l'Accord de Facilité de Garantie ; Non-Exercice d'un Droit ; Arbitrage

Section 6.01. Les droits et obligations des États Participants et de la BOAD au titre du présent Accord de Facilité de Garantie s'appliquent et ont force obligatoire conformément à leur teneur, nonobstant toute disposition contraire du droit d'un État ou d'une quelconque de ses subdivisions politiques. Ni les États Participants (ou l'un quelconque desdits États), ni la BOAD ne peuvent soutenir, lors d'une action quelconque intentée en vertu du présent Accord de Facilité de Garantie, qu'une disposition quelconque du présent Accord de Facilité de Garantie est nulle ou n'a pas force obligatoire en raison d'une disposition quelconque du droit d'un État, ou d'une quelconque de ses subdivisions politiques, ou des Statuts.

Section 6.02. Aucun retard ou omission de la part d'une des parties dans l'exercice de tout droit, pouvoir ou recours qu'elle tient du présent Accord de Facilité de Garantie, en cas de manquement à une obligation de la part de l'autre partie, ne peut porter atteinte audit droit, pouvoir ou recours, ni être interprété comme un abandon dudit droit, pouvoir ou recours ou comme un acquiescement audit manquement. Aucune mesure prise par ladite partie à la suite d'un tel manquement, ou son acquiescement audit manquement, ne peut affecter ou entraver l'exercice d'un droit, pouvoir ou recours appartenant à ladite partie en ce qui concerne tout autre manquement concomitant ou postérieur.

Section 6.03. a) Tout différend découlant du présent Accord ou en relation avec le présent Accord est, dans la mesure du possible, réglé à l'amiable.

b) Tout différend qui n'a pas été réglé à l'amiable entre les parties concernées est, à la demande de l'une quelconque des parties, tranché définitivement par arbitrage conformément au Règlement Facultatif de la Cour Permanente d'Arbitrage pour l'Arbitrage des Différends entre Organisations Internationales et États, conformément aux dispositions en vigueur à la date du présent Accord, à l'exception des dispositions modifiées par la présente Section 6.03.

c) Le tribunal arbitral se compose de trois arbitres nommés par l'autorité de nomination, laquelle désigne également un arbitre chargé d'assurer les fonctions de président du tribunal. Avant de nommer et désigner les arbitres, l'autorité de nomination consulte autant que faire se peut les parties en litige.

d) L'autorité de nomination est le Secrétaire Général de la Cour Permanente d'Arbitrage.

e) Les dispositions de la présente Section 6.03 concernant l'arbitrage tiennent lieu de procédure pour le règlement de tout différend entre les parties au présent Accord.

f) Toutes notifications ou toutes significations d'acte de procédure relatives soit à une instance introduite en vertu de la présente Section 6.03, soit à une procédure d'exécution d'une sentence rendue conformément à cette Section peuvent être données dans les formes prévues à la Section 7.08. Les parties au présent Accord renoncent à toute autre formalité requise aux fins desdites notifications ou desdites significations d'acte de procédure.

ARTICLE VII

Dispositions Diverses

[Section 7.01⁵. Tout État Admissible qui, après la date de signature du présent Accord, souhaite devenir partie au présent Accord de Facilité de Garantie, signe et remet aux États Participants et aux Garants, après en avoir pris connaissance, un instrument acceptant l'Accord de Facilité de Garantie à des conditions au moins aussi favorables que celles faites aux États Participants et aux Garants aux termes du présent Accord, et tous les droits et obligations d'un État Participant sont alors conférés audit État Admissible, sans qu'un autre acte, contrat ou instrument de cession soit nécessaire, et ont le même effet que si ledit État Admissible avait été l'un des États Participants initiaux.]

Section 7.02. Chacun des États Participants et la BOAD fournissent aux Garants des pièces attestant les pouvoirs conférés à la ou aux personne(s) qui doivent, au nom de l'État Participant ou de la BOAD, selon le cas, prendre toute mesure ou signer tout document devant ou pouvant être respectivement prise ou signé par l'État Participant ou la BOAD au titre du présent Accord de Facilité de Garantie, et des spécimens légalisés de la signature de chacune desdites personnes.

Section 7.03. Le représentant de l'État Participant, de la BOAD, de l'AFD ou de la MIGA désigné à la Section 7.04 du présent Accord ou toute personne qu'il a, par écrit, autorisée à cet effet peut, au nom des États Participants, de la BOAD, de l'AFD ou de la MIGA, prendre toute mesure qu'il est nécessaire ou permis de prendre ou signer tout document qu'il est nécessaire ou permis de signer aux termes du présent Accord de Facilité de Garantie. Le représentant ainsi désigné ou toute personne qu'il a autorisée par écrit à cet effet peut, par instrument écrit signé au nom de l'État Participant, de la BOAD, de l'AFD ou de la MIGA, selon le cas, donner son accord, au nom dudit État Participant, de la BOAD, de l'AFD ou de la MIGA, à toute modification ou amplification des dispositions du présent Accord de Facilité de Garantie, à condition toutefois que, de l'avis dudit représentant, ladite modification ou amplification soit raisonnable eu égard aux circonstances et n'accroisse pas substantiellement les obligations incombant à l'État Participant concerné, à la BOAD, à l'AFD ou à la MIGA aux termes du présent Accord de Facilité de Garantie. Les parties au présent Accord autres que le signataire concerné peuvent accepter la signature dudit instrument par ledit représentant ou par ladite personne autorisée comme preuve irréfutable que, de l'avis dudit représentant, toute modification ou amplification apportée par ledit instrument aux dispositions du présent Accord de Facilité de Garantie est raisonnable eu égard aux circonstances et n'accroît pas

⁵ Le texte de la Section 7.01 n'est nécessaire que si l'un quelconque des États membres de l'UEMOA ne signe pas le présent Accord de Facilité de Garantie en même temps que les autres parties.

substantiellement les obligations de l'État Participant concerné, de la BOAD, de l'AFD ou de la MIGA, selon le cas, au titre dudit Accord.

Section 7.04. a) Le Ministre des Finances et de l'Économie du Bénin est désigné par les présentes comme le représentant de la République du Bénin aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

b) Le Ministre des Finances et du Budget du Burkina Faso est désigné par les présentes comme le représentant du Burkina Faso aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

c) Le Ministre de l'Économie et des Finances de la Côte d'Ivoire est désigné par les présentes comme le représentant de la République de Côte d'Ivoire aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

d) Le Ministre de l'Économie et des Finances de la Guinée-Bissau est désigné par les présentes comme le représentant de la République de Guinée-Bissau aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

e) Le Ministre de l'Économie et des Finances du Mali est désigné par les présentes comme le représentant de la République du Mali aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

f) Le Ministre de l'Économie et des Finances du Niger est désigné par les présentes comme le représentant de la République du Niger aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

g) Le Ministre de l'Économie et des Finances du Sénégal est désigné par les présentes comme le représentant de la République du Sénégal aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

h) Le Ministre de l'Économie, des Finances et des Privatisations du Togo est désigné par les présentes comme le représentant de la République Togolaise aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

i) Le Président de la BOAD est désigné par les présentes comme le représentant de la BOAD aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

j) Le Directeur Général de l'AFD est désigné par les présentes comme le représentant de l'AFD aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

k) Le Vice-Président Exécutif de la MIGA est désigné par les présentes comme le représentant de la MIGA aux fins de la Section 7.03 ci-dessus.

Section 7.05. Le présent Accord de Facilité de Garantie peut être signé en plusieurs exemplaires ayant tous valeur d'original, lesquels pris dans leur ensemble ne constituent qu'un seul et même instrument.

Section 7.06. Le présent Accord de Facilité de Garantie et le Guide du Mécanisme de Garantie représentent la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordées les parties relativement à leur objet, et remplacent tous accords ou ententes (écrits comme oraux) conclus entre les parties relativement au fonctionnement du Mécanisme de Garantie. En cas de divergence entre les dispositions du présent Accord de Facilité de Garantie et le Guide du Mécanisme de Garantie, les dispositions du présent Accord de Facilité de Garantie font foi.

Section 7.07. Les ajouts, amendements ou modifications dont peut faire l'objet le présent Accord de Facilité de Garantie n'ont force exécutoire que s'ils sont effectués par écrit et sont signés par les représentants dûment autorisés de toutes les parties.

Section 7.08. Toute notification ou requête devant ou pouvant être adressée en vertu du présent Accord de Facilité de Garantie et de tout autre accord entre les parties prévu par le présent Accord est formulée par écrit. Ladite notification ou requête est réputée avoir été dûment adressée lorsqu'elle a été remise en main propre, ou par lettre, télégramme, câblogramme, message télex ou télécopie, à la partie à laquelle elle doit ou peut être adressée, à l'adresse de ladite partie spécifiée ci-après, ou à toute autre adresse que ladite partie a notifiée à la partie adressant la notification ou la requête. Les communications transmises par télécopie doivent être confirmées par courrier. Les adresses notifiées sont :

Pour le Bénin :

Ministère des Finances et de l'Économie
B.P. 302
Cotonou
République du Bénin

À l'attention de : [Ministre des Finances et de l'Economie]

Adresse télégraphique :	Télex :	Télécopie :
MINFINANCES COTONOU	5009 ou 5289MINFIN	(229) 30 18 51 (229) 31 53 56

Pour le Burkina Faso :

Ministère des Finances et du Budget

03 B.P. 7008
Ouagadougou 03
Burkina Faso

À l'attention de : [_____]

Adresse télégraphique :	Télex :	Télécopie :
SEGEGOUV	5555	(226) 31 27 15 (226) 31 54 09

Pour la Côte d'Ivoire :

Ministère de l'Économie et des Finances
B.P. V 163
Abidjan
Côte d'Ivoire

À l'attention de : [_____]

Adresse télégraphique :	Télex :	Télécopie :
MINFIN Abidjan	23747 MINFIN	(225) 20 21 16 90

Pour la Guinée-Bissau :

Ministère de l'Économie et des Finances
B.P. 67
Bissau
Guinée-Bissau

À l'attention de : [_____]

Adresse télégraphique :	Télex :	Télécopie :
-------------------------	---------	-------------

MEF

[]

245-201626

Pour le Mali :

Ministère de l'Économie et des Finances
B.P. 234
Bamako
Mali

À l'attention de : []

Adresse télégraphique :

Télex :

Télécopie :

2559 MJ

[]

(223) 22 8853

Pour le Niger :

Ministère de l'Économie et des Finances
B.P. 389
Niamey
Niger

À l'attention de : []

Adresse télégraphique :

Télex :

Télécopie :

[]

[]

(227) 73 59 34

Pour le Sénégal :

Ministère de l'Économie et des Finances
Rue Charles Lainé
B.P. 4017
Dakar
Sénégal

À l'attention de : [_____]

Adresse télégraphique :	Télex :	Télécopie :
Minifinances Dakar	61203 G	[_____]

Pour le Togo :

Ministère de l'Économie, des Finances et des Privatisations
B.P. 387
Lomé
République Togolaise

À l'attention de : [_____]

Adresse télégraphique :	Télex :	Télécopie :
MINFIE	5286	[_____]

Pour la BOAD :

Banque Ouest-Africaine de Développement
B.P. 1172
Lomé
République Togolaise

À l'attention de : [_____]

Adresse télégraphique :	Télex :	Télécopie :
_____	_____	(228) 21-52-67
_____	_____	(228) 21-79-69

Pour l'AFD:

5, rue Roland Barthes
75598 Paris Cedex 12
France

À l'attention du : Directeur Général

Adresse télégraphique :

Télex :

Télécopie :

Pour l'Agence :

Agence multilatérale de garantie des investissements
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

À l'attention du : Vice-Président Exécutif

Avec copie au : Vice-Président, Guarantee Operations

Adresse télégraphique :

Télex :

Télécopie :

(1)(202) 522-2620
(1)(202) 522-2630

Pour l'Association :

Association Internationale de Développement
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique

À l'attention du : Vice-Président pour la Région Afrique

Avec copie au : Directeur, Infrastructure Economics and Finance
Department

Adresse télégraphique :	Télex :	Télécopie :
INDEVAS Washington, D.C.	248423 (MCI) 64145 (MCI)	(1)(202) 477-0380 (1)(202) 477-0218

Section 7.09. Une Personne qui n'est pas partie au présent Accord ne peut prétendre assurer le respect de l'une quelconque des dispositions qui y sont stipulées n'y jouir des avantages qu'elle confère.

EN FOI DE QUOI les parties au présent Accord, agissant par l'intermédiaire de leurs représentants dûment habilités à cet effet, ont fait signer le présent Accord de Facilité de Garantie en leurs noms respectifs à Washington DC*, les jour et an que dessus.

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Par

Représentant Habilité

BURKINA FASO

Par

Représentant Habilité

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Par

Représentant Habilité

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU

Par

Représentant Habilité

RÉPUBLIQUE DU MALI

Par

Représentant Habilité

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Par

Représentant Habilité

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Par

Représentant Habilité

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Par

Représentant Habilité

BANQUE OUEST-AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Par

Représentant Habilité

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Par

Représentant Habilité

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES
INVESTISSEMENTS

Par

Représentant Habilité

- 32 -

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE
DÉVELOPPEMENT

Par

Représentant Habilité

ANNEXE 1

ACCORD D'INDEMNISATION TYPE

NUMÉRO [XXX]

Accord d'Indemnisation¹⁶

(Projet de Développement du Marché Financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest
Africaine)

[Insérer le nom du Sous-Projet]

entre

[Insérer le nom du Pays Membre]

et

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT¹⁷

En date du [Insérer la date]

¹⁶ Ce modèle d'Accord d'Indemnisation a été établi à titre purement indicatif, dans le but de donner une idée générale du type d'Accord d'Indemnisation susceptible d'être conclu entre un pays membre et l'IDA au sujet d'un Sous-Projet admissible donné. Des modifications devront être apportées à ce modèle afin que l'Accord d'Indemnisation reflète les conditions propres à chaque Sous-Projet individuel.

¹⁷ L'Agence Française de Développement (AFD) exigera également des États Participants qu'ils signent en faveur de l'AFD et lui remette, un Accord d'Indemnisation distinct, largement inspiré du présent modèle, concernant les garanties partielles contre les risques que l'AFD peut être amenée à octroyer à l'appui de Sous-Projets admissibles, en application du Mécanisme de Garanties de l'AFD. En conséquence, aux fins de l'Accord d'Indemnisation de l'AFD, toutes références faites dans le présent modèle-type à « l'Association internationale de développement », « l'Association », ou « l'IDA » devront être remplacées par « l'Agence Française de Développement », « l'Agence » ou « l'AFD ».

NUMÉRO [XXX]

ACCORD D'INDEMNISATION

ACCORD, en date du [Insérer la date], entre [Insérer le nom du pays membre] [le Membre] et l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (l'Association)

ATTENDU QUE A) Conformément à un Accord de Prêt (l'Accord de Facilité de Garantie de l'IDA) conclu en date de ce jour ou aux alentours de ladite date, entre [Insérer le nom de la Société du Projet] (la Société), [Insérer le nom de la Banque jouant le rôle de Chef de File] agissant par l'intermédiaire de sa Succursale [XXX] en qualité d'Agent (l'Agent) et les institutions financières désignées dans ledit Accord de Prêt en qualité de Prêteurs (les Prêteurs garantis par l'IDA), les Prêteurs garantis par l'IDA ont accepté de mettre à la disposition de la Société, un prêt d'un montant de [Insérer en toutes lettres le montant du Prêt en question et la devise dans laquelle il est consenti] ([Insérer en chiffres le montant du Prêt en question et la devise dans laquelle il est consenti] (le Montant du Prêt) pour assurer une partie du financement du [Insérer le nom du Sous-Projet en question] Projet (le Projet) tel que défini dans [l'Accord d'Exécution], en date du [Insérer la date] (l'Accord d'Exécution), entre [Insérer le nom du pays membre] et la Société ;

ATTENDU QUE B) [Insérer le nom du pays membre] a assumé certaines obligations (y compris des obligations de paiement) vis à vis de la Société, eu égard au Projet en application de [l'Accord d'Exécution] et de la Garantie en date du [Insérer la date] (la Garantie de l'État), qui garantit [Insérer une description générale de la nature des garanties] au titre du Projet comme le stipule la Garantie de l'État, et définit les responsabilités et les obligations (y compris les engagements financiers) de [Insérer le nom des entreprises publiques ou des entreprises contrôlées par l'État qui sont concernées] (constituant ensemble les Contreparties du Projet concernées) en vertu de l'Accord d'Achat [d'Énergie] en date du [Insérer la date] (l'AAE), de l'Accord pour [xxx] en date du [Insérer la date] (l'Accord pour la vente du gaz), et de l'Accord d'Approvisionnement [XXX] en date du [Insérer la date] (l'Accord d'Approvisionnement [xxx] respectivement (constituant ensemble les Accords de Projet pertinents) ;

ATTENDU QUE C) À la demande de [Insérer le nom du pays membre] et avec son accord, l'Association a accepté de garantir (la Garantie de l'IDA) le paiement des intérêts et le remboursement du principal du Montant du Prêt aux conditions stipulées dans l'Accord de Garantie de l'IDA, mais uniquement à la condition que le [Insérer le nom du Pays membre] accepte de dédommager l'Association de tous les paiements effectués par l'Association en raison directe ou indirecte de la Garantie de l'IDA et d'assumer à l'égard de l'Association toutes autres obligations qui sont stipulées dans le présent Accord ; et

ATTENDU QUE D) Eu égard à la Garantie de l'IDA fournie par l'Association en vertu de l'Accord de Garantie de l'IDA, le [Insérer le nom du pays membre] a accepté d'honorer, vis à vis de l'Association, les obligations stipulées dans le présent Accord.

PAR CES MOTIFS, les parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Intégration des Conditions Générales et des Modifications

Section 1.01. a) Les dispositions ci-après des « Conditions Générales Applicables aux Accords de Crédit de Développement » de l'Association, en date du 1^{er} janvier 1985 (assorties des modifications intervenues jusqu'au 6 octobre 1999), (ci-après dénommées les Conditions Générales) modifiées comme stipulé au paragraphe (b) de la présente Section, font partie intégrante du présent Accord :

- i) Article Premier ;
 - ii) Section 2.01, paragraphes (1), (2), (3), et (4) tels que modifiés ci-après, paragraphes (7), (8), (9), (10) et (12) tels que modifiés ci-après et (14), Sections 2.02 et 2.03 ;
 - iii) Sections 3.04 (c), et 3.05 ;
 - iv) Sections 4.05 et 4.06 ;
 - v) Section 8.01 ;
 - vi) Sections 9.01 et 9.02 telles que modifiées ci-après ;
 - vii) Section 9.08 ;
 - viii) Sections 10.01, 10.02 telles que modifiées ci-après et Section 10.03 ;
 - ix) Article XI ; et
 - x) Section 12.02.
- b) Les Conditions Générales sont modifiées comme suit :
- i) chaque fois qu'il est utilisé dans les Conditions Générales, le terme « Emprunteur » désigne [*Insérer le nom du pays membre*] ;
 - ii) chaque fois qu'il est utilisé dans les Conditions Générales, le terme « Crédit » désigne les montants payables par [*Insérer le nom du pays membre*] en vertu du présent Accord, sauf lorsqu'il est utilisé dans la Section 9.01 où il désigne le Projet ;
 - iii) chaque fois qu'il est utilisé dans les Conditions Générales, le terme « Accord de Crédit de Développement » désigne le présent Accord ;

- iv) chaque fois qu'il est utilisé dans les Conditions Générales, le terme « Date d'Entrée en Vigueur » désigne la date visée à l'Article V du Présent Accord ;
- v) chaque fois qu'il est utilisé dans les Conditions Générales, le terme « Projet » désigne le [Insérer le nom du Sous-Projet dont il est question] du Projet, tel que défini dans le Préambule au Présent Accord ; et
- vi) À la Section 10.02, la phrase « l'Accord de Garantie de l'IDA, l'Accord de Facilité de Garantie de l'IDA, les Documents de Transaction ou tout autre document connexe » est ajoutée immédiatement après la phrase « l'Accord de Crédit de Développement ».

Section 1.02. À moins que le contexte ne requière une interprétation différente :

a) les termes définis dans les Conditions Générales et dans le Préambule du présent Accord ont les significations figurant dans lesdites Conditions Générales et ledit Préambule ;

b) les termes ci-après ont leur signification respective définie dans [l'Accord d'Exécution] et les Accords de Projet Pertinents : « Cas de manquement par la Société », « Cas de manquement par l'Acheteur », « Changement dans les lois de [Insérer le nom du pays membre] », « Cas de Manquement », « Documents de Transaction », « Force Majeure », « Force Majeure due à des Causes Naturelles », « Évènements politiques extérieurs », « Administration publique », « Faits de l'État », « Accords de Projet », « Cas de manquement par le Vendeur », et « Évènements politiques en [Insérer le nom du pays membre] » ;

c) en outre, les termes ci-après ont les significations suivantes :

- i) le terme « Agent » désigne l'Agent du Mécanisme de Garantie de l'IDA mentionné dans l'Accord de Facilité de Garantie de l'IDA, en sa qualité d'Agent des Prêteurs Garantis de l'IDA ;
- ii) le terme « Pratique de Corruption » désigne le fait d'offrir, de promettre ou de donner à un agent public ou un représentant de tout État Participant ou de toute Administration Publique, ou à tout directeur, cadre ou employé de la BOAD, ou le fait de recevoir ou de solliciter d'un agent public ou d'un représentant de tout État Participant ou de toute Administration Publique, ou d'un directeur, cadre ou employé de la BOAD, directement ou par des intermédiaires, tout objet de valeur ou un quelconque avantage de nature à influencer l'action dudit agent public, représentant, directeur, cadre ou employé dans l'exercice de ses fonctions officielles ou professionnelles, d'une manière dont on peut raisonnablement prévoir qu'elle procurera à la personne à l'origine de l'offre, de la promesse ou du don ou à la Personne sollicitée un quelconque avantage commercial ou illicite ;

- iii) l'expression « Notification d'Appel de Garantie » désigne un Appel de Garantie adressé par l'Agent à l'Association, conformément à la disposition [xx] de l'Accord de Garantie de l'IDA et présenté en substance de la manière indiquée à l'Annexe I dudit Accord ;
- iv) l'expression « Plan de Gestion de l'Environnement » désigne le Plan de Gestion de l'Environnement indiquant les actions, mesures et dispositions de suivi à prendre par [Insérer le nom du pays membre] ou par la Société, ainsi que les activités à entreprendre par l'un ou par l'autre pour atténuer les effets négatifs de la mise en œuvre du Projet sur l'environnement et sur la collectivité, tels qu'ils ressortent de l'Évaluation d'Impact sur l'Environnement (y compris du Plan d'action sur la réinstallation) préparée et présentée par les Promoteurs, au nom de la Société, en date du [Insérer la date] et tels qu'ils ont été approuvés par [Insérer le nom du pays] et l'Association, y compris les modifications qui pourraient leur être apportées avec l'Accord préalable de l'Association ;
- v) le terme « Pratique Frauduleuse » désigne le fait de déformer ou de dénaturer les faits afin d'influencer un processus ou l'exécution d'un marché au détriment d'un État Participant, d'une Administration Publique, ou de la BOAD, selon le cas ;
- vi) le terme « Administration publique » désigne le Gouvernement de [Insérer le nom du pays membre] ainsi que tout Ministère, Département autorisé, Subdivision politique, Agence ou Organe officiel du Gouvernement de [Insérer le nom du pays membre] ou toute entité ou organe équivalent au niveau local ou [provincial] ;
- vii) l'expression « Accord de Garantie de l'IDA » désigne l'Accord en date de ce jour ou aux alentours de ce jour, entre l'Association et l'Agent ;
- viii) l'expression « Accord de Projet de l'IDA » désigne l'Accord en date de ce jour ou aux alentours de ce jour, entre l'Association et l'Agent ;
- ix) l'expression « Plan d'Action de Réinstallation » désigne le cadre de l'action publique au titre de la réinstallation et/ou de l'indemnisation, et de la réinsertion dont la mise en place est requise au cours de l'exécution du Projet, y compris les obligations qui incombent au Pays Membre et à la Société de préparer un plan d'action de réinstallation jugé satisfaisant par l'IDA. Ledit cadre, tel qu'il a pu être modifié de temps à autre avec l'accord de l'IDA, est préparé par la Société ou en son nom, et jugé acceptable par le Pays Membre ou l'Administration Publique ;
- x) le terme « Promoteurs » désigne [xxx], [xxx] et [xxx] ; et

- xi) le terme « Documents de transaction » désigne les Documents de Transaction et les Accords de Projet, collectivement ou individuellement, selon le contexte.

ARTICLE II

Indemnisation de l'Association par *[Insérer le nom du pays membre]*

Section 2.01. Eu égard à l'octroi par l'Association de la Garantie de l'IDA aux conditions stipulées dans l'Accord de Garantie de l'IDA, *[Insérer le nom du pays membre]* accepte, de façon irrévocable et inconditionnelle :

a) de rembourser à l'Association immédiatement sur présentation d'une demande écrite ou de toute autre manière que l'Association peut le demander directement par écrit, tout montant réglé par l'Association en vertu de l'Accord de Garantie de l'IDA en [Dollars des États-Unis], ainsi que les intérêts courus sur ladite somme, au taux annuel spécifié par l'Association (lequel taux n'excède pas le taux prêteur de la Banque en Dollars) et en vigueur entre la date du règlement par l'Association et la date de paiement intégral dudit montant à l'Association ;

b) d'indemniser l'Association, sur demande, de toutes charges liées à des actions, procédures judiciaires, engagements, réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses pouvant être intentés ou incomber à l'Association en rapport ou à la suite de l'Accord de Garantie de l'IDA (sous réserve des dispositions de la Section 10.03 (i) des Conditions Générales) ;

c) i) d'autoriser l'Association à donner suite à toute Notification d'Appel de Garantie remise à l'Association en vertu de l'Accord de Garantie de l'IDA et à effectuer tous les paiements qui peuvent être dus à l'Association ou exigés de l'Association au titre de la Garantie de l'IDA, (l'Association notifie tout appel à *[Insérer le nom de l'Emprunteur]* dans les meilleurs délais mais l'absence de pareille notification n'affecte en rien l'obligation incombant à l'Association d'effectuer le paiement en vertu de l'Accord de Garantie, ni l'obligation incombant à *[Insérer le nom du pays]* de rembourser ou d'indemniser l'Association en application du présent Accord), et ii) l'Association n'a pas à s'enquérir de l'exactitude de toute déclaration figurant dans ladite Notification d'Appel de Garantie ; et

d) que toute Notification d'Appel de Garantie constitue, pour ce qui est de *[Insérer le nom du pays membre]* et de l'Association, une preuve concluante du caractère légitime de la demande et de l'exigibilité du paiement. Après que l'Association a informé *[Insérer le nom du pays membre]* de la réception d'une Notification d'Appel de Garantie, le *[Insérer le nom du pays membre]* peut examiner la validité des déclarations figurant dans ladite Notification d'Appel de Garantie et prendre toute mesure qu'elle juge appropriée à l'égard de la Société, de l'Agent et des Prêteurs en ce qui concerne ladite Notification, le tout sans préjudice de l'obligation incombant à l'Association, en vertu de l'Accord de Garantie de l'IDA, d'effectuer un paiement relatif à ladite Notification, ni des obligations incombant à *[Insérer le nom du pays membre]* en rapport avec ledit paiement par l'Association, en vertu du présent Accord. Les obligations incombant à *[Insérer le nom du pays membre]* en vertu du présent Accord sont applicables même si *[Insérer le nom du pays membre]* ou l'une quelconque des Administration Publiques conteste la validité de l'une quelconque des Notifications d'Appel de Garantie ou l'exactitude ou le bien-fondé de tout document, fait ou chiffre qui y est utilisé ou qui y est mentionné.

Section 2.02. a) Le [Insérer le nom du pays membre] n'est libéré des obligations qu'il contracte au titre du présent Accord que par leur exécution et seulement dans les limites de ladite exécution. Lesdites obligations ne sont subordonnées à aucune notification ou demande préalable adressée à la Société, l'Agent, les Prêteurs Garantis par l'IDA ou toute autre personne, ni à aucune action préalable intentée contre la Société, l'Agent, les Prêteurs Garantis par l'IDA ou toute autre personne, ni à aucune notification ou demande préalable adressée au [Insérer le nom du pays membre] relative à tout manquement de la Société au paiement d'un montant pour lequel une Notification d'Appel de Garantie a été adressée à l'Association en vertu de l'Accord de Garantie de l'IDA. Lesdites obligations ne sont affectés par aucun des événements suivants : i) prolongation de délai, abstention, concession ou autre facilité accordée à l'Association, à la Société, à l'Agent, aux Prêteurs Garantis de l'IDA, ou à toute autre personne ; ii) toute modification de l'Accord de Garantie de l'IDA, l'Accord de Facilité de Garantie de l'IDA, de l'un quelconque des Documents de transaction ou de tout autre Document connexe ; iii) le fait de faire valoir, ou de ne pas faire valoir, ou de tarder à faire valoir un droit, pouvoir ou recours à l'encontre de [Insérer le nom du pays membre], la Société ou toute autre personne, ou concernant toute sûreté garantissant le Montant du Prêt (ou une partie de ladite sûreté ou les intérêts correspondants à ladite sûreté) ; ou iv) toute autre circonstance qui est ou pourrait (en l'absence de la présente disposition) être libératoire ou constituer un quitus, un moyen de défense ou une exonération pour [Insérer le nom du pays membre].

b) L'Association peut à tout moment, sans par là éteindre, compromettre ou affecter de toute autre manière l'un quelconque des droits, pouvoirs et recours qu'elle tient du présent Accord, de l'Accord de Facilité de Garantie de l'IDA, de l'Accord de Garantie de l'IDA, de l'Accord de projet de l'IDA, de l'un quelconque des Documents de transaction ou de tout autre Document connexe ou de la Loi : i) proposer, accepter ou conclure tout accord en vue de la prolongation ou de la modification de l'Accord de Garantie de l'IDA (sous réserve qu'un tel Accord n'ait pas pour effet d'accroître les obligations du [Insérer le nom du pays membre] en vertu du présent Accord), de l'Accord de Facilité de Garantie de l'IDA, de l'un quelconque des Documents de Transaction ou de tout autre accord connexe ; et ii) proposer, donner ou accepter de donner tout délai ou toute autre facilité à toute autre personne ou entité dont elle peut chercher à obtenir le remboursement de sommes réglées par l'Association au titre de l'Accord de Garantie de l'IDA.

c) Tous droits conférés à l'Association par le présent Accord viennent s'ajouter et non se substituer ou constituer une dérogation à tout autre droit que l'Association peut avoir, à tout moment, de solliciter de [Insérer le nom du pays membre], de la Société ou de toute autre personne ou entité, un remboursement ou une indemnité pour des paiements effectués ou des engagements contractés au titre de ou en rapport avec l'Accord de Garantie de l'IDA.

d) L'Association n'est pas tenue, avant de prendre des mesures pour assurer le respect de l'un quelconque des droits que lui confère le présent Accord ou avant d'exercer l'un quelconque des droits, pouvoirs ou recours que lui confèrent le présent Accord, l'Accord de Garantie de l'IDA, l'Accord de Projet de l'IDA, l'Accord de Facilité de Garantie de l'IDA, l'un quelconque des Documents de Transaction, ou tout autre accord connexe ou la loi : i) d'exercer un recours ou d'obtenir un jugement devant une cour ou un tribunal ayant compétence à cet effet contre toute autre personne (y compris les personnes dont elle peut chercher à obtenir le remboursement de sommes

réglées ou de dettes encourues au titre de l'Accord de Garantie de l'IDA) ; ii) ni d'exercer ou de chercher à exercer tous autres droits qu'elle peut détenir à l'encontre de [*Insérer le nom du pays membre*] ou ses droits sur toute autre personne, ou la garantie donnée par toute autre personne, y compris notamment mais non exclusivement, la garantie offerte à l'Association par les Prêteurs Garantis par l'IDA.

Section 2.03. Tout paiement que le [*Insérer le nom du pays membre*] est tenu d'effectuer en application des dispositions du présent Accord sert en premier lieu à régler tous les intérêts et autres charges dus à l'Association et en second lieu, après règlement desdits intérêts et autres charges, tous les autres montants dus à l'Association au titre du présent Accord.

ARTICLE III

Dispositions en rapport avec le Projet

Section 3.01. Sans préjudice de l'une quelconque des autres obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord, le [Insérer le nom du pays membre] par les présentes, s'engage inconditionnellement envers l'Association à s'acquitter ponctuellement de toutes les obligations lui incombant en vertu de [l'Accord d'Exécution] et de la Garantie du Gouvernement, et à faire en sorte que les Contreparties du Projet concernées s'acquittent ponctuellement de toutes les obligations leur incombant en vertu des Accords de Projet Pertinents.

Section 3.02. Le [Insérer le nom du pays membre] informe l'Association avant d'accepter tout changement, dérogation, annulation ou autre modification de [l'Accord d'Exécution], la Garantie du Gouvernement ou les Accords de Projet Pertinents, et obtient le consentement écrit de l'Association avant d'accepter tout changement, dérogation, annulation ou autre modification desdits Accords et engagements qui aurait pour effet, ou qui pourrait, de l'avis de l'Association, avoir pour effet d'affecter substantiellement les droits ou les obligations de l'Association au titre de l'Accord de Garantie de l'IDA, de l'Accord de Projet de l'IDA ou des Documents de Transaction.

Section 3.03. Le [Insérer le nom du pays membre] ne prend ni ne laisse prendre par une entité quelconque de l'Administration publique, aucune mesure qui empêcherait ou entraverait l'exécution par les Contreparties du Projet concernées de l'une quelconque des obligations qui leur incombent au titre des Accords de Projet Pertinents et veille à ce que les Contreparties du Projet concernées informent l'Association avant d'accepter tout changement, dérogation, annulation ou autre modification et obtiennent le consentement écrit de l'Association, avant d'accepter tout changement, dérogation, annulation ou autre modification des Accords de Projet Pertinents qui, de l'avis de l'Association, aurait pour effet d'affecter ou pourrait affecter substantiellement les droits ou obligations de l'Association (au titre de l'Accord de Garantie de l'IDA, de l'Accord de Projet de l'IDA ou des Documents de Transaction), y compris, mais sans s'y limiter, tout transfert, cession, novation, abrogation, octroi de garantie ou autre mode de disposition de l'un quelconque des droits ou obligations au titre desdits Accords.

Section 3.04. Le [Insérer le nom du pays membre] informe l'Association dans les meilleurs délais de tout manquement de la Société BOT, de tout manquement de l'Acheteur, de tout manquement du Vendeur, de tout cas de Force Majeure, de tout cas de Force Majeure du à des causes naturelles, des Évènements politiques en [Insérer le nom du pays membre], des Évènements de politique extérieure, des Faits de l'État ou d'autres cas de manquement, de tout signe d'un tel événement, de toute notification d'intention d'annulation ou de toute notification d'annulation ou de tout événement ou situation qui pourrait compromettre l'aptitude de [Insérer le nom du pays membre] à s'acquitter de ses obligations ou à exercer ses droits en vertu de [l'Accord d'Exécution] ou de la Garantie de l'État, ou l'aptitude de l'une quelconque des Contreparties du Projet concernées à s'acquitter de ses obligations ou à exercer ses droits en vertu des Accords de Projet Pertinents.

Section 3.05. Le [Insérer le nom du pays membre] prend toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour remédier à tout Manquement du Vendeur et à tout Cas de Force Majeure, à un Événement politique, à un Événement de Politique extérieure, à un Fait de l'État de [Insérer le nom du pays membre] ou à un autre Cas de Manquement ou de Force Majeure.

Section 3.06. Le [Insérer le nom du pays membre] n'introduit ou ne laisse exister et veille à ce qu'aucune Administration Publique n'introduise ou ne laisse exister aucune situation ou aucune modification des Lois du [Insérer le nom du pays membre] qui aurait pour effet de rendre les obligations au titre de [l'Accord d'Exécution], des Accords de Projet Pertinents ou de la Garantie de l'État illicites, sans effets, inapplicables, inopposables ou caduques, en tout ou en partie. Si pareille situation ou modification des Lois du [Insérer le nom du pays membre] existe ou est introduite, le [Insérer le nom du pays Membre] prend toutes les mesures qui sont en son pouvoir pour remédier ou pour faire en sorte que l'Administration Publique compétente remédie aux effets négatifs de telles situations ou modification des Lois du [Insérer le nom du pays membre] sur le Projet.

Section 3.07. Le [Insérer le nom du pays membre] :

a) prend ou veille à faire prendre, dans les meilleurs délais, toute mesure qu'il est tenu de prendre ou que toute Administration Publique est tenue de prendre en vertu du Plan de Gestion de l'Environnement et du Plan d'Action de Réinstallation ;

b) prend toute mesure qu'il lui appartient de prendre ou qu'il appartient à toute Administration Publique de prendre pour permettre à la Société i) d'obtenir toutes Approbations Requises ou toute Autorisation Environnementale pour le Projet requise en vertu du Plan de Gestion Environnementale et ii) de s'acquitter de toutes les obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord de Projet de l'IDA et des Documents de Transaction ; et

c) ne prend aucune mesure ou n'autorise ou ne fait prendre par toute Administration Publique aucune mesure qui aurait pour effet d'empêcher ou de compromettre l'exécution desdites obligations par la Société.

Section 3.08. Le [Insérer le nom du pays membre] atteste auprès de l'Association qu'aucun agent de la fonction publique ou aucun représentant de [Insérer le nom du pays membre] ou de toute Administration Publique ne s'est livré à des Pratiques de Corruption ni à des Pratiques Frauduleuses dans le cadre du Projet et affirme sa volonté d'appliquer la législation de [Insérer le nom du pays membre] contre la fraude, les paiements illicites et la corruption lors de l'exécution de tout contrat ou de toute activité devant être financé sur le Montant du Prêt.

Section 3.09. Sans préjudice des dispositions des Sections 9.01 et 9.02 des Conditions Générales, le [Insérer le nom du pays membre] fournit dans les meilleurs délais à l'Association et sur sa demande, toute information qui, de l'avis raisonnable de l'Association, peut lui être nécessaire pour examiner la manière dont le [Insérer le nom du pays membre] a exécuté ses engagements conformément aux Sections 3.07 et 3.08 ci-dessus, et pour examiner les mécanismes de suivi et les indicateurs pertinents.

ARTICLE IV

Recours de l'Association

Section 4.01. Au cas où : i) Le [Insérer le nom du pays membre] n'effectue pas un paiement ou n'indemnise pas l'Association comme stipulé conformément à la Section 2.01 du présent Accord ; ii) le [Insérer le nom du pays membre] manque à l'une quelconque des obligations qui lui incombent au titre du présent Accord et si ladite défaillance ou ledit manquement persiste pendant soixante (60) jours après que le [Insérer le nom du pays membre] en ait été notifié par l'Association, sans que, de l'avis de l'Association, il y soit remédié ; ou iii) si une attestation fournie par [Insérer le nom du pays membre] dans le présent Accord ou en application du présent Accord, ou une déclaration faite en rapport avec le présent Rapport et sur laquelle l'Association doit se fonder pour accorder la Garantie de l'IDA s'avère, de l'avis de l'Association, inexacte en substance, l'Association, en sus de tout autre droit de recours qu'elle peut exercer, est en droit de suspendre ou d'annuler, en tout ou en partie, le droit de [Insérer le nom du pays membre] d'effectuer des retraits au titre de tout autre Accord de Crédit de Développement conclu entre l'Association et le [Insérer le nom du pays Membre] ou de tout autre Prêt ou Garantie consentis au [Insérer le nom du pays membre] par la Banque internationale de reconstruction et de développement, ou de déclarer le montant en principal et les intérêts dudit Accord de Crédit de Développement dus et exigibles immédiatement.

ARTICLE V

Date d'entrée en vigueur

Section 5.01. Le présent Accord entre en vigueur et prend effet à la date de sa signature.

ARTICLE VI

Dispositions Diverses

Section 6.01. Le [Insérer le titre du représentant du pays membre] est désigné par les présentes comme le représentant de [Insérer le nom du pays membre] aux fins de la Section 11.03 des Conditions Générales.

Section 6.02. Les adresses ci-après sont spécifiées aux fins d'application de la Section 11.01 des Conditions Générales :

Pour le [Insérer le nom du pays membre] :

[Insérer le nom du Ministère auquel il incombe de représenter le pays]

[Insérer l'adresse]

[Insérer le nom du pays membre]

Adresse télégraphique :

Télex :

[]

[]

Télécopie : []

Téléphone : []

À l'attention de : []

Pour l'Association :

Association Internationale de Développement

1818 H Street, N.W.

Washington, D.C. 20433

États-Unis d'Amérique

Adresse télégraphique :

Télex :

INDEVAS
Washington, D.C.

248423 (MCI)
64145 (MCI)

Télécopie : (202) 477-0169

EN FOI DE QUOI les parties au présent Accord, agissant par l'intermédiaire de leurs représentants dûment habilités à cet effet, ont fait signer le présent Accord en leurs noms respectifs à [Insérer le nom de la ville dans laquelle l'Accord sera signé], [Insérer le nom du pays], les jour et an que dessus.

[INSÉRER LE NOM DU PAYS MEMBRE]

Par

Représentant Habilité

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

Par

Représentant Habilité